

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Entretien des espaces verts de la CCI Hauts-de-France et de ses structures associées

Relance du lot n°5 relatif aux espaces verts de la CCI Littoral Hauts-de-France des secteurs de Dunkerque, Calais, Saint Omer et Boulogne sur Mer (Réservé aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique) déclaré infructueux

**Lot n°2 : Espaces verts - CCI LITTORAL HAUTS-DE-FRANCE
(Réservé aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique)**

Secteur Dunkerque

Réf.marché : CCIR-PATRI-2025-29





ARTICLE 1.	GENERALITES.....	3
ARTICLE 2.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	3
ARTICLE 3.	DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 4.	DEFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES PAR SITE	8

ARTICLE 1. GENERALITES

1.1. Objet

Le présent marché concerne des prestations d'entretien des espaces verts de la CCI LITTORAL HAUTS-DE-France –secteur Calais, Boulogne s/mer, Dunkerque et Saint-Omer.

Le périmètre de ce lot est identifié sur les plans de situation joints (annexe 2.1).

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) définit les conditions d'exécution des prestations d'entretien des espaces verts.

1.2. Réservation du lot

En vertu de l'article L2113-13 du Code de la commande publique, le présent lot est réservé à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnés à l'article L5132-4 du Code du Travail et à des structures équivalentes lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

1.3. Périmètre

Entité	Site	Adresse	N° Annexe
SCI LHDF	Village Leurette	Route du Développement 59820 GRAVELINES	2.1

1.4. Enjeux du marché

L'ensemble des CCI Hauts de France, dans un contexte de recherche d'optimisation de ses coûts de fonctionnement, de mutualisation de ses besoins et d'implication dans les enjeux de la 3ème révolution industrielle, a souhaité concilier recherche d'économies et respect de l'environnement dans leur gestion des espaces verts.

A ce titre, a été décidée la mise en place d'une gestion différenciée des sites dans le respect de leurs usages et caractéristiques, des entreprises et partenaires présents et de leur intégration dans leur environnement.

ARTICLE 2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

2.1. Gestion des déchets

Pour l'ensemble des sites le titulaire veillera à privilégier le mulching et le paillage afin de limiter les frais de gestion des déchets.

Lorsque ces techniques ne pourront être appliquées du fait de l'usage du site, le titulaire évacuera les déchets organiques et minéraux (déchets de tonte, de scarification, extraction de terre, ramassage de toutes les feuilles mortes sur le site...) en centre de compostage, en déchetterie et/ou en centre de traitement agréé conformément à la réglementation en vigueur.

Concernant le ramassage des feuilles, un point d'attention sera porté sur les risques d'obstruction de l'évacuation des eaux de pluies.

A chaque passage sur site, le titulaire devra ramasser les déchets « humains » (papiers, bouteilles ...) qui pourraient être présents sur le site et ceux sur l'ensemble des zones d'intervention (pelouse, haies, massifs arbustifs etc.)

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans le marché. Il recherchera une valorisation maximale des déchets produits.

Il est strictement interdit de brûler des déchets sur le site (article 84 du Règlement Sanitaire Départemental).
Le Pouvoir adjudicateur pourra exiger la traçabilité de la part du titulaire, des déchets relatifs aux prestations décrites dans le présent C.C.T.P. L'entreprise fournira alors les bons de dépôt en déchetterie ou les justificatifs de traitement en centre de traitement agréé.

Le candidat privilégiera, quand cela est possible, des solutions de traitement des déchets réduisant les coûts et les transports.

2.2. Traitements phytosanitaires

En application de l'article 68 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, l'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite pour le présent marché.

A ce titre, le candidat veillera à détailler et valoriser dans son mémoire technique les techniques et produits alternatifs aux produits phytosanitaires. Le candidat veillera à proposer des solutions alternatives n'engendrant pas ou peu de surcoût par rapport à l'utilisation de produits phytosanitaire.

2.3. Plan de prévention des risques

Le titulaire du marché remettra dans les 2 semaines suivant la notification un plan de prévention par site.

Ce plan de prévention devra être soumis à la validation du pouvoir adjudicateur. Le plan de prévention traitera notamment :

- Les expositions à des contraintes physiques (contraintes posturales et articulaires répétitives et prolongées lors des travaux de taille des haies, de plantations et d'arrachage des végétaux, de préparation des sols, port de charges lourdes (rouleaux de grillage, sacs de terreaux, dalles, roches...), exposition à des bruits nocifs et aux vibrations transmises aux membres supérieurs au niveau de l'axe main/bras, par les tondeuses, taille-haies, motobineuses...)
- Les expositions aux risques d'utilisation des outils à mains et mécanisés
- Les expositions aux chutes de plain-pied et de hauteur
- Les expositions à des agents biologiques
- Les expositions aux risques d'incendies due au désherbage thermique.

2.4. Horaires et modalités d'intervention

Avant chaque passage sur site, le titulaire veillera à prévenir par écrit (mail, fax...) et à vérifier auprès du Pouvoir Adjudicateur la possibilité d'intervenir.

Les titulaires interviendront pendant les horaires d'ouverture des sites sauf dérogation du Pouvoir Adjudicateur au préalable.

2.5. Délais d'intervention

Pour les prestations à bons de commande, les délais d'intervention seront fixés d'un commun accord avec le représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le cas d'une demande urgente rendue nécessaire lorsque la sécurité des biens et des personnes est compromise, le délai d'intervention sera de **48 heures maximum**.

2.6. Rapport d'intervention

A l'issue de chaque intervention exceptionnelle ou mensuellement s'il s'agit des prestations courantes, le titulaire devra présenter un rapport d'intervention établi par l'encadrant de l'équipe d'intervention et transmis au représentant du pouvoir adjudicateur pour chaque site. Ce rapport devra être rempli et visé par l'encadrant du titulaire.

La qualité des prestations doit être satisfaisante au regard de l'aspect qui est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offrent un espace, de l'évacuation des déchets verts ou encore du maintien des sols en bon état.

ARTICLE 3. DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS

3.1. Prestations récurrentes

3.1.1. Gestion différenciée

La gestion différenciée fait évoluer le modèle horticole standard en intégrant un souci écologique à la conception et à la gestion des espaces verts.

Les objectifs étant notamment de :

- Définir des modes d'aménagement et d'entretien plus économiques et écologiques
- Redonner place à la biodiversité régionale

Les candidats veilleront à proposer dans leur mémoire technique une proposition de communication pour les sites concernés par la gestion différenciée. Cette communication devra comporter :

- Une explication de ce qu'est la gestion différenciée
- Les avantages de la gestion différenciée
- Le logo du site concerné
- Le logo du titulaire

3.1.2. Entretien des pelouses

L'entretien des pelouses comporte la tonte des pelouses ainsi que des talus.

Aucun nombre de passage à l'année n'est déterminé à l'avance. Le candidat est libre de fixer ce nombre de passage mais devra garantir une hauteur moyenne comprise entre 8 et 12 cm.

Les tondeuses utilisées seront adaptées à la portance du sol en place. Le titulaire se devra d'utiliser principalement la coupe mulching. Le cas échéant, dans les situations spécifiques détaillées dans son offre, ce dernier évacuera les déchets sous couvert du respect de l'article 2.1 du présent CCTP.

Le matériel utilisé à cet effet doit recevoir l'agrément du pouvoir adjudicateur.

L'entreprise évitera de tondre sur un sol détrempé afin d'éviter toute dégradation.

La physionomie de la pelouse après la coupe doit être régulière et ne laisser aucune traînée ou irrégularité. Après chaque passage, le gazon ne présentera ni trous, ni marques d'ondulation, ni traces de raccords, ni traces de roues. Le stationnement sur les gazons est formellement interdit.

Le prix de la tonte intégrera, à défaut d'une autre gestion proposée et détaillée dans le mémoire technique (variante facultative), un certain nombre de travaux complémentaires :

- La finition à la débroussailleuse thermique des pourtours de mobilier et obstacles divers,
- Le roulage des pelouses au printemps après la première tonte,
- La découpe des bordures,
- L'ébarbage des bordures, des clôtures riveraines, des bornes ou le long de toute construction lors de chaque tonte.
- La cuvette préservée à 50 centimètres autour des pieds d'arbres et son entretien par griffage, assuré régulièrement de manière à ne jamais présenter de traces de compactage. Le griffage a pour but de limiter le développement des mousses et d'enlever le feutrage de surface.

Les fréquences de passage pour l'entretien des pelouses sont détaillées dans le présent CCTP (article 4).

3.1.3. Fauchage tardif

Le fauchage se fera soit de manière mécanique soit de manière manuelle en fonction de la nature du terrain.

Pour chaque contour de bâtiment, le long des bordures et autour du périmètre du site (long de clôture), une zone sera tondue et donc non soumise au fauchage tardif.

Cette bande de propreté sera d'une largeur de 1 m à 1.50m, permettant une circulation et un déplacement aisée des piétons.

Les fréquences de passage pour le fauchage tardif sont détaillées dans le présent CCTP (article 4).

Les zones de fauchage tardif sont détaillées dans les annexes jointes au présent CCTP.

3.1.4. Entretien des massifs d'arbustifs

L'entretien des massifs arbustifs comporte la taille des massifs arbustifs et bosquets.

Il comprend l'exécution de cuvette au pied des végétaux, pour faciliter l'arrosage et l'élimination des débris herbeux et adventices.

Afin de limiter l'apparition d'espèces végétales herbacées en pied de massif, un paillage pourra être réalisé sur l'ensemble des massifs.

Les tailles doivent bien prendre en compte le mode végétatif propre à chaque espèce. Cette taille permettra d'assurer une bonne floraison et de rajeunir la plante. Les interventions de rajeunissement, redimensionnement, rabattage pour une remise à niveau général du massif ne font pas partie des tailles d'entretien courant des arbustes.

Les fréquences de passage pour l'entretien des massifs arbustifs sont détaillées dans le présent CCTP.

3.1.5. Entretien des haies

Il consistera à tailler de manière linéaire et rectiligne, verticalement et horizontalement l'ensemble des sujets de la haie dans une harmonie globale et conforme à la réglementation en vigueur.

Cette opération comprend l'enlèvement des bois morts, élimination des débris herbeux et adventices, taille de rajeunissement et d'équilibrage selon les règles de l'art. L'ensemble des bois de taille sera soit broyé et évacué en station de compostage ou de traitement des déchets verts soit traité sur site selon la proposition du candidat. Tout végétal vandalisé en cours de saison sera retaillé ou arraché purement et simplement avec l'accord du pouvoir adjudicateur.

Les fréquences de passage pour l'entretien des haies sont détaillées dans le présent CCTP.

3.1.6. Promotion de la biodiversité

Pour les sites où les candidats jugent adaptés de le faire, les candidats veilleront à promouvoir autant que faire se peut la biodiversité à la fois végétale et animale.

La promotion de la biodiversité peut se faire par l'installation de structures permettant aux animaux de s'abriter comme l'installation de nichoirs ou d'hôtels à insectes.

3.2. Prestations ponctuelles

3.2.1. Débroussaillage

Il consiste en la mise à nu de terrains en friche, par débroussaillage manuel ou mécanique, des arbustes et plantes diverses. Ces interventions ponctuelles ont lieu sur ordre du pouvoir adjudicateur. Toutes précautions seront prises, lors des finitions au coupe-bordures et à la débroussailleuse mécanique, pour respecter les écorces ligneuses et collets d'arbres.

3.2.2. Elagage

Cet entretien devra permettre de maintenir l'état de santé des sujets mais également d'assurer la sécurité des usagers.

L'entrepreneur mettra tous les moyens en œuvre, tant au niveau de la main d'œuvre (qui devra être qualifiée pour ce type d'intervention), que du matériel et des dispositifs de sécurité, pour réaliser ces interventions en un minimum de temps.

Les tailles seront réalisées selon les principes de la taille douce. Cela signifie que la taille devra conserver à l'arbre sa structure fondamentale. Elle ne devra en aucun cas modifier le port naturel du sujet ni sa silhouette ; les branches supprimées le seront entièrement, sans laisser de chicots mais sans entamer ni le col ni la ride d'écorce; une branche ou un rameau doit être soit entièrement enlevé, soit entièrement conservé.

Il prendra toutes dispositions utiles et nécessaires pour occasionner le moins de gêne possible aux riverains et usagers de la zone. Compte tenu de la circulation automobile sur les sites, l'entrepreneur soumettra au Pouvoir adjudicateur, et ce avant le démarrage de l'intervention, un plan de balisage de chaque chantier.

Lors des chantiers, les bois et branchages seront ramassés quotidiennement. Ils seront soit évacués en centrale de compostage, soit broyés et utilisés en paillage de massif selon la proposition du candidat.

3.2.3. Abattage

Les végétaux devant être abattus seront marqués en présence du pouvoir adjudicateur. Aucun chantier d'abattage ne pourra débuter sans son accord.

L'abattage sera effectué avec toutes les précautions d'usage, par tous les moyens manuels ou mécaniques à la convenance du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire les moyens ou méthodes susceptibles de porter un quelconque préjudice, immédiat ou à terme, à l'environnement. Il pourra être demandé au titulaire de procéder à la dévitalisation chimique des souches, principalement pour les essences à caractère drageonnant (peuplier, robinier...).

IMPORTANT :

Pour les prestations 3.2.2 « Elagage » et 3.2.3 « Abattage », toute intervention nécessitant l'utilisation d'un matériel spécifique pour la réalisation de la prestation fera l'objet d'un devis complémentaire (coût unitaire remis dans le Bordereau des Prix Unitaires + coût de la location du matériel spécifique)

3.2.4. Essouchage

Pour la programmation de ces travaux, le titulaire devra tenir compte des contraintes particulières des lieux d'intervention, ainsi que des délais nécessaires, le cas échéant, pour la dévitalisation complète de la souche et des racines.

En cas de présence de réseaux enterrés, à proximité immédiate des végétaux, le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires à la préservation de ceux-ci. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour l'obtention d'autorisations auprès des autorités compétentes en cas de besoins.

Selon les contraintes du site, l'extraction de la souche se fera soit à la carotteuse mécanique, soit au treuil, soit à la main.

La signalisation du chantier et l'évacuation des résidus d'essouchage se feront au rythme de l'avancement des travaux.

Le remblaiement de la fouille sera réalisé après l'opération d'extraction ou de rabotage.

Les emplacements seront balayés le jour même et laissés propres.

Une signalisation provisoire, par piquets et rubans fluorescents sera maintenue en place jusqu'à la fin des travaux de remblaiement.

Le remblaiement se fera soit en matériaux conformes à la nature piétonne du site (terre végétale, grave naturelle...), soit en grave ciment dosée à 3%. Ce choix est laissé au pouvoir adjudicateur.

3.2.5. Remise en état de pelouse

Pour certains sites, et ponctuellement, la remise en état de gazon sera à prévoir. Les candidats privilégieront un gazon à pousse lente et résistant à la fois :

- Aux conditions climatiques
- Au passage de piétons

3.2.6. Arrachage

Lorsque demandé, des prestations d'arrache de plantes devront être réalisées (notamment arrachage de lierre). Les plantes devront être arrachées entièrement dès la racine afin d'éviter au maximum la repousse.

ARTICLE 4. DEFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES PAR SITE

Pour l'ensemble des prestations détaillées, les superficies indiquées à titre indicatif dans le tableau ci-dessous.

Le présent article précise les attentes par site.

L'ensemble des prestations détaillées ci-après sont à intégrer dans l'offre des candidats.

Entité	Site	Prestations attendues	Superficie	Fréquence	N°Annexe
SCI LHDF	Village Leurette	Tonte des pelouses	2000m ²	Du 1er avril au 31 octobre 2 fois par mois Hauteur maxi 10 cm	2.1
		Fauchage tardif	6000m ²	2 fois par an	
		Entretien des haies et massifs	140 ml	2 fois par an	